

Agir pour juguler la crise alimentaire au Niger

<http://www.cridecigogne.org/>

Février 2012



Agir pour juguler la crise alimentaire au Niger

Cette année encore la saison pluvieuse n'a pas été assez bonne pour permettre aux nigériens de couvrir l'essentiel de leur besoin alimentaire. Le pays accuse un déficit céréalier de plus de 500 000 tonnes, soit environ 14% de ses besoins annuels ; le bilan est négatif sur le plan pastoral également.

En conséquence de cette campagne agricole une fois de plus désastreuse, une situation alimentaire difficile se profile au Niger. En témoignent les signaux d'alarme lancés par le [gouvernement nigérien](#)¹, le [Programme Alimentaire Mondial \(PAM\)](#)² et l'[ONU](#)³ entre autres.

Les données officielles sur l'ampleur et la répartition géographique des déficits alimentaire, pastoral et hydraulique ainsi que les actions curatives envisagées sont résumées par le journal gouvernemental, le Sahel⁴.

Nous estimons que cette situation nous interpelle tous en tant que citoyens, et engage chacun de nous à l'action.

Des idées pour agir

Tous les nigériens et tous ceux qui sont intéressés par le Niger doivent être mobilisés pour faire face à l'urgence alimentaire et au delà, réfléchir et agir pour briser à jamais le cycle des famines qui frappent ce pays.

L'anticipation et le programme d'urgence du gouvernement sont des réactions positives dont il faudra évaluer l'impact sur le terrain le moment venu. Néanmoins, au niveau individuel et associatif, chacun pourra agir en gardant en tête que les actions collectives ont souvent un impact considérable.

Suite aux réflexions menées en son sein, CDC a dégagé plusieurs pistes d'action qu'il juge d'intérêt.

I. Au registre de l'aide d'urgence pour les personnes vulnérables :

Une part importante de la population nigérienne se retrouve sans stock de survie à l'issue de la campagne agro-sylvo-pastorale 2011. Ces couches sociales (paysans, éleveurs, milieu rural, ...) ont donc besoin de manière urgente d'aide pour pouvoir se nourrir et acquérir les forces et la quiétude nécessaires pour se préparer aux cultures de contre-saison ou à d'autres activités génératrices de revenu.

Dans ce cadre, plusieurs actions peuvent être envisagées :

- a. Soutenir le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires⁵ via des dons financiers ou en nature, plus particulièrement, soutenir l'Office des Produits Vivriers du Niger (OPVN) dans la reconstitution du stock national de sécurité alimentaire;

¹ Voir la communication du gouvernement :

http://www.tamtaminfo.com/index.php?option=com_content&view=article&id=6744:au-conseil-des-ministres--le-gouvernement-adopte-plusieurs-projets-de-decrets-&catid=44:politique&Itemid=61

² Voir la communication du PAM : <http://fr.wfp.org/nouvelles/nouvelles-release/le-pam-appelle-a-des-mesures-rapides-afin-d-eviter-une-crise-alimentaire-majeure-au-niger>

³ Voir la communication de l'ONU : <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=26927>

⁴ Voir le site du Sahel : http://www.lesahel.org/index.php?option=com_content&view=article&id=8719:programme-urgence--des-moyens-et-des-potentialites&catid=38:les-dossiers-du-sahel&Itemid=57



Agir pour juguler la crise alimentaire au Niger

- b. Soutenir les associations et ONG déjà présentes sur le terrain et venant en aide de manière efficace aux personnes vulnérables ;
- c. Agir directement sur le terrain lorsque l'on dispose de la logistique nécessaire (seul ou de préférence en collaboration avec d'autres personnes ou associations).

II. Au registre de la promotion des cultures complémentaires

La période à risque pour beaucoup de paysans et d'éleveurs, communément appelée période de soudure, est celle entre avril et juin où les maigres récoltes et réserves de la campagne 2011 se seront épuisées avant la saison agricole 2012. Ainsi seront déterminantes les actions visant à promouvoir les activités génératrices de revenu et les cultures de contre-saison avant l'arrivée de cette période de soudure pour permettre aux paysans et éleveurs de renforcer leurs stocks de survie.

Dans ce cadre, plusieurs actions peuvent être envisagées notamment :

- a- Soutenir par des dons financiers ou en nature (matériel agricole ou logistique) le programme d'urgence du gouvernement dans ses volets Cultures irriguées et Activités génératrices de revenu
- b- Soutenir par des dons financiers, en nature (appui technique, logistique ou matériel) ou par sa personne, les associations et ONG engagées dans des initiatives 'travail contre nourriture' ou dans des initiatives de promotion et de soutien aux cultures de contre-saison
- c- Soutenir par des dons financiers ou en nature (appui technique, conseil, logistique ou matériel) les groupements paysans ou les villages engagés dans la revalorisation de leurs cours d'eau pour la culture de contre-saison
- d- Inciter et mettre en place des initiatives de soutien aux activités génératrices de revenu et aux cultures de contre-saison dans les zones particulièrement touchées par entre autres :
 - distribution de semence ou de matériel aratoire
 - Aménagement des cours et points d'eau

III. Au registre de la réflexion pour une solution durable à la question de la sécurité alimentaire au Niger

CDC souhaite apporter sa contribution à la définition d'une véritable politique agricole qui tire profit des avantages naturels du pays (potentiel d'irrigation, gisement de terres cultivables), des avancées techniques (pratiques agricoles, variétés améliorées/optimisées) et qui permettrait de se départir de l'apparente fatalité « sécheresse=famine »⁶.

Les axes de réflexion que nous privilégions sont :

⁵ Voir le site du Centre d'Information et de Communication pour avoir une idée de la structure et des acteurs du dispositif : <http://www.cic.ne/index.php?rubrique30>

⁶ Lire « [Se nourrir ou périr : invalider le binôme sécheresse/famine au Niger](#) », article de Raphael YIMGA TATCHI, M.A. Droit et science politique à l'Université de Montréal.



Agir pour juguler la crise alimentaire au Niger

1) Augmenter la production céréalière par l'amélioration du rendement, la gestion du cycle variétal, le développement de cultures céréalières en décrue et la modernisation des exploitations agricoles

Nous étudions une stratégie d'augmentation de la production céréalière qui repose sur quatre points essentiels :

- i) L'augmentation et la stabilisation des rendements du mil et du sorgho. Le rendement de ces cultures (la productivité par rapport à l'unité de surface) n'a pas augmenté dans les trente dernières années, car le modèle national opérant pour accroître la production était basé sur l'augmentation des superficies cultivées. Aussi, la production était fluctuante d'une année à l'autre et d'un espace à l'autre du fait des aléas climatiques et des attaques acridiennes. Nous proposons un modèle de gestion de l'aléa climatique basé sur la connaissance de la variation de cycle chez le mil et le sorgho. Les semis tardifs et les re-semis due au retard d'installation de la pluie sont à l'origine de perte de rendement et de perte de production importantes. Ces échecs sont dus en grande partie par le non ajustement du cycle des variétés à la variation du cycle pluviométrique. Le choix de variétés de remplacement pour gérer les retards de pluie doit porter sur des variétés précoces et des variétés sensibles à la durée du jour (variétés photosensibles). Les connaissances sur la précocité et la sensibilité à la photopériode sont encore peu maîtrisées et ne sont pas du tout mises en œuvre au Niger.
- ii) L'évolution des systèmes de culture sur des bases écologiques et valorisant la diversité biologique. Les systèmes de culture mil et sorgho actuels sont très extensifs et souvent basés sur la monoculture et l'association avec les légumineuses. Si l'association avec le niébé et l'arachide sont favorables à une meilleure gestion de l'azote, la monoculture dégrade les sols et maintient les maladies. Les systèmes de culture doivent évoluer afin de baisser la pression parasitaire et favoriser la régénération des sols. Nous proposons des schémas basés sur une agriculture écologique favorisant l'agrobiodiversité et les facteurs de régénération naturelle des sols. Les politiques actuelles, hélas, sont entrain de promouvoir un modèle d'intensification qui a déjà montré ses limites en Occident et dans certains pays émergents.
- iii) Le développement de cultures céréalières de décrue. Ce type de cultures ont montré des avantages forts dans certaines zones sahéniennes (Mali, Sénégal, Tchad, Cameroun). Dans le bassin du lac Tchad, il s'agit de cultures de sorgho exploitant, en saison sèche, des vertisols qui ont une bonne capacité de rétention de l'eau. Ces cultures permettent une seconde récolte céréalière pouvant représenter autant de production que la production de sorgho pluvial. Même si les politiques actuelles intègrent des systèmes de gestion de l'eau hors pluie (notamment l'irrigation), ils ne prennent pas explicitement en compte le développement de ce type de culture.
- iv) La modernisation des exploitations agricoles. Deux idées nous interpellent particulièrement:
 - a. Le développement de petites entreprises rurales spécialisées dans les services agricoles qui demandent des investissements lourds: tracteurs, semences spécialisées, système d'irrigation, etc...Ainsi, ces petites entreprises peuvent assurer des prestations de travaux agricoles mécanisés à un ou plusieurs villages environnants. Cela va à la fois répondre au besoin de mécanisation et d'investissement qui va avec et créer de nouveaux emplois.



Agir pour juguler la crise alimentaire au Niger

- b. Le développement, à côté d'une agriculture familiale auto-centrée, de "moyennes exploitations" associant plusieurs producteurs, de superficie raisonnable pour permettre un investissement dans le matériel, les semences améliorées, les techniques modernes et surtout gérées de manière professionnelle.

2) Développer la transformation agroalimentaire pour répondre à la demande urbaine et limiter la dépendance extérieure

Par ailleurs, les habitudes alimentaires évoluent en ville et renforcent la dépendance en denrées importées (blé, riz, maïs). Le développement de mini-industrie ou de plateformes de transformation alimentaire semi-industrielles permettent de mieux répondre aux besoins urbains sur la base de produits locaux de qualité, et de limiter les importations.

3) Diversifier les productions pour assurer l'équilibre nutritionnel

L'équilibre nutritionnel passe par la diversification de la production, surtout dans les espaces irrigués (fruits, légumes) et aussi par la domestication de certaines espèces spontanées comestibles et à haute valeur nutritionnelle.

Enfin, la politique nationale devra intégrer une politique de gestion d'excédents qui permette de compenser les variations de production d'une année à l'autre et de gérer les déficits sans recours à l'aide alimentaire.

Des actions immédiates

Plusieurs acteurs sont déjà à l'œuvre pour mobiliser les donateurs et soutenir les populations. Mais l'intervention de toutes les bonnes volontés est essentielle pour éviter l'aggravation de la crise et le scénario de la crise 2009-2010.

Pour ce qui concerne CDC, deux actions ont été retenues pour une mise en œuvre immédiate :

1. Le soutien aux personnes vulnérables pour faire face à l'urgence alimentaire

Nous allons apporter notre soutien à certaines personnes qui risquent de souffrir de la situation alimentaire actuelle afin de les mettre dans les conditions de mieux préparer la campagne de contre-saison.

Cette décision a conduit à la mise en place d'une cotisation spéciale interne auprès des membres de CDC et qui a permis de mobiliser la somme de **1 100 euros, soit environ 720 000 FCFA**.

Cri de Cigogne a ainsi identifié et décidé de soutenir le village de Dirga (constitué de Dirga 1, Dirga 2 et Taramnou), situé dans le département de Filingué, région de Tillabery (région avec le plus important déficit rapporté par le gouvernement), en apportant à la partie population la plus vulnérable (veuves élevant des enfants seules) une aide directe sous forme de sacs de mil.

Le choix de ce village d'environ 3000 habitants, situé à 4 heures de route environ de Niamey, a été fait en raison de sa forte vulnérabilité lors de saisons agricoles déficitaires. Suite à la campagne agricole 2011, les paysans se sont retrouvés en moyenne avec une quinzaine de bottes de mil (1 à 1,5 sacs de 100kg). De même, notre choix s'est porté sur ce village pour des raisons logistiques car sa proximité relative avec Niamey nous permet d'assurer par nos propres moyens l'acheminement des vivres, grâce aux membres de CDC présents à Niamey. Cette opportunité nous permet de ne



Agir pour juguler la crise alimentaire au Niger

pas passer par un tiers et nous garantit la livraison effective de notre soutien aux populations ; ce qui assure une transparence totale.

Nous compléterons cette campagne de communication avec le bilan de la distribution dès que celle-ci sera achevée.

Outre cette aide ponctuelle d'urgence, CDC étudie avec ce village un projet visant à introduire l'utilisation de semences adaptées et des méthodes culturales plus modernes pour casser définitivement le cycle de la famine.

Notre initiative est ouverte aux bonnes volontés extérieures à CDC qui souhaiteraient apporter leur contribution. De ce fait, nous invitons toute personne intéressée par notre projet à nous contacter via notre [formulaire de contact en ligne](#) ou par téléphone au +22794258424 (Niger) ou au +33635241150 (France).

2. La mobilisation des nigériens et des amis du Niger pour agir

La présente campagne a pour objet d'inciter les nigériens et tous ceux qui sont intéressés par le Niger à agir pour juguler l'urgence alimentaire qui frappe cette année encore le Niger. Pour ce faire :

- elle met en lumière différentes pistes d'action (voir plus haut) qui pourraient servir d'exemples pour alimenter la réflexion ou l'action des autres,
- elle donne l'exemple concret de l'action choisie par CDC à laquelle d'autres personnes peuvent choisir d'adhérer ou pas.

Ces informations ainsi que l'avancement de notre projet sont disponibles sur le site internet de CDC : <http://www.cridecigogne.org/>